



COMMUNIQUÉ INDECOSA-CGT

Crise financière : Le président de la République HYPOTHEQUE la France pour « sauver » les banques !

360 milliards d'euros, c'est le chiffre hallucinant que l'Etat Français s'apprête à injecter pour renflouer le système bancaire.

Bien entendu pour rendre la pilule moins amère, on parle de taux de remboursement à l'avantage de l'Etat et de moralisation du marché. Aux Etats-Unis, on a crié au scandale lorsque le plan Paulsen faisait supporter pour chaque américain la somme de 2000 euros.

Que dire du plan Sarkozy qui coûte plus de 5700 euros par habitant. L'enfant qui naît aujourd'hui est déjà endetté ! Sans répondre aux causes de la crise, les moyens mis en œuvre vont accentuer les difficultés des français en terme de logement et d'emploi.

Des consommateurs à qui l'on avait promis des taux d'intérêts garantis doivent renégocier leur prêt immobilier pour plusieurs années supplémentaires avec à la clé une ardoise de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Nous venons d'assister à l'inauguration grandeur nature de la dépénalisation des affaires. A ce jour, aucune mise en examen directe, aucune condamnation ; bref une amnistie générale bien avant le 14 juillet.

Pour INDECOSA-CGT, l'Etat doit sanctionner les choix hasardeux des organismes financiers et ne pas pénaliser les consommateurs. De même, les pouvoirs publics et les entreprises doivent assumer leurs responsabilités concernant tous les salariés qui se sont vu imposer des « actions » plutôt que d'avoir des augmentations de salaires.

Pour la révision des prêts immobiliers à taux variable, les banques doivent proposer un taux fixe le plus bas possible sans prolongement de durée. Cette disposition doit faire l'objet d'une loi dans le plus bref délai.

Enfin, plutôt que d'injecter des fonds à l'aveugle, nous demandons la création d'une commission parlementaire indépendante avec la présence des organisations syndicales et des associations de consommateurs, qui examinera chaque demande de recapitalisation.

Montreuil, le 14 octobre 2008

Contact : Arnaud FAUCON, secrétaire national au 06 84 99 16 15